

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63620

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Martin RASS, *Résistances des médias. Une lecture transdisciplinaire de la presse hugenbergienne suivi de Propaganda im Zeitalter der Massenmedien*, Frankfurt a. M., Berlin, Bern (Peter Lang) 2002, 372 p. (Schriften zur politischen Kultur der Weimarer Republik, 6).

Dans la thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris XII Martin Rass a le mérite d'aborder un sujet rarement traité en France par les germanistes. Toutefois l'auteur risque de dérouter le lecteur en faisant suivre sa thèse, rédigée en français, dans laquelle il analyse la presse de Hugenberg dans les années trente en Allemagne, d'un bref essai (en allemand), où il est question du rôle des médias dans le monde actuel.

Le groupe Hugenberg était devenu, dans les années vingt, le consortium le plus puissant en Allemagne. Très tôt il acheta un nombre important de journaux, en espérant qu'il pourrait, par ce moyen, avoir assez d'influence sur l'opinion publique pour que celle-ci contribue aux succès de son parti (*Deutschnationale Volkspartei*). Lui-même avait l'ambition de prendre le pouvoir. Mais »Der Tag« (un de ses journaux) avait beau écrire »Führer Hindenburg« (p. 263), c'est Hitler qui l'emporta.

Aussi bien la presse de Hugenberg avait-elle dû constater que, si l'on voulait séduire les lecteurs, il ne fallait pas consacrer trop de place à la politique mais suivre les évolutions de la société, relater les innovations, bref tenir compte du goût des lecteurs. En 1931 »Die Woche« avait écrit: »c'est le public qui détient le pouvoir« (p. 236) et, manifestement, la presse hugenbergienne n'a pas réussi à gagner ce public à ses vues. En fait le journaliste de »Die Woche« aurait dû employer le pluriel, car sous la République de Weimar, comme dans les États démocratiques, on n'a pas affaire à *un* mais à *des* publics différents et souvent opposés. De même l'expression *des* médias que Rass ne cesse d'employer ne se justifie pas, pas plus sous la République de Weimar que de nos jours, puisque, en fait, et notamment dans son essai, il étudie *des* médias fort différents les uns des autres.

Le lecteur risque d'être désarçonné en lisant en conclusion (par deux fois p. 330 et 332) que la société se repère par rapport à la réalité que produisent les médias, alors que l'auteur venait tout juste d'affirmer (p. 329) »nous savons – croyons savoir – que nous ne pouvons pas faire confiance aux médias«. Si tel est le cas, comme je le crois, n'aurait-il pas été indiqué de rappeler que la plupart des médias (presse, radio, télévision, internet etc.) sont la propriété de groupes financiers plus soucieux d'imposer leurs points de vue que d'éclairer leurs auditeurs, lecteurs etc.?

Dès lors l'auteur n'aurait-il pas dû remplacer le titre de son ouvrage: »Résistances des médias« par »Résistances des publics aux médias«?

Gilbert BADIA (†), Paris

Otto DOV KULKA (Hg.), *Deutsches Judentum unter dem Nationalsozialismus*, Bd. 1: *Dokumente zur Geschichte der Reichsvertretung der deutschen Juden 1933–1939*, Tübingen (J.C.B. Mohr) 1997, XXIV–614 S. (Schriftenreihe wissenschaftlicher Abhandlungen des Leo Baeck Instituts, 54).

Cette impressionnante édition de sources contient 120, nécessairement pour la plupart abrégées, documents, qui sont regroupés et chacun d'eux est précédé d'une introduction. Utile est un glossaire des termes ainsi que de nombreuses biographies courtes et une chronologie de 1932 à 1939 des mesures politiques les plus importantes pour le destin des Juifs allemands. La collection est le premier volume d'une série sur l'histoire de la Reichsvereinigung der Juden in Deutschland, créée le 4.7.1939. Leur rôle lors de la mise en œuvre de l'»Endlösung« est un sujet de recherche très controversé; leur collaboration avec le Reichssicherheitshauptamt pour les buts de la déportation est cependant indéniable.

Devant ce contexte, Dov Kulka a vu la nécessité, d'abord de documenter les précurseurs de l'institution, c'est-à-dire la Reichsvertretung der Juden in Deutschland, créée en janvier 1932.



deutschen Juden, deren Archiv als verschollen gilt. Dieser Dachorganisation der jüdischen Landesverbände gelang es, wenige Monate nach der »Machtergreifung« in ihrem von Leo Baeck präsidierten Führungsgremium die verschiedenen Richtungen im deutschen Judentum zusammenzufassen.

Eine dreißigseitige Einleitung vermittelt einen historischen Überblick über die lange Geschichte versuchter übergemeindlicher Organisation der Juden in Deutschland, um dann das Bemühen der »Reichsvertretung« zu skizzieren, im NS-Staat eigenständige jüdische Politik zu betreiben. Das bedeutete vor allem Vorbereitung zur Auswanderung, aber auch intensive Pflege der sozialen und kulturellen Einrichtungen. Die Tatsache, daß die Tätigkeit der »Reichsvertretung« an den Rahmen der staatlich-antisemitischen Maßnahmen gebunden war, findet folgende Charakterisierung: »Beide Seiten ergänzten sich aber über all die Jahre, vor und nach dem Novemberpogrom in ganz eigenartiger Zusammenarbeit« (S. 444). Welch wichtiges Forschungsfeld sich hier eröffnet, verraten bereits die präsentierten Quellen. So wurde zum Beispiel die im März 1938 erfolgte Abschaffung des – erst in der Weimarer Verfassung kreierte – staatsrechtlichen Status einer »jüdischen Religionsgesellschaft« von der »Reichsvertretung« als Chance begrüßt, nun »alle Juden als einzelne direkt zu vereinen« (S. 414), womit eine alte Forderung realisiert würde. De facto bildete jedoch das Gesetz vom März 1938 den Auftakt zur Einführung des Judenbegriffs der »Nürnberger Gesetze« vom Herbst 1935 in die jüdischen Lebensbereiche. Am 4.7.1939 gründete dann der NS-Gesetzgeber die »Reichsvereinigung der Juden in Deutschland«, die das Führungsgremium der bereits vorher aufgelösten »Reichsvertretung« großteils übernahm. Der »Reichsvereinigung« mußten jetzt alle deutschen (aber auch staatenlosen) Personen angehören, die unter den NS-Judenbegriff fielen, ohne Ansehen des tatsächlichen religiösen Bekenntnisses oder Fehlens eines solchen.

Die Erforschung des Überganges – der Brüche, der Kontinuitäten und vor allem der Mißverständnisse – zwischen »Reichsvertretung« und »Reichsvereinigung« ist ein Desiderat der Forschung, und der vorliegende Quellenband liefert hier viel neues Material. Es wäre wünschenswert, wenn im zweiten Quellenband dem Finanzierungsaspekt größere Aufmerksamkeit geschenkt würde, der bei der Frage, in welchem Ausmaß die »Reichsvereinigung« Heydrich als Instrument dienen konnte, nicht unwesentlich ist.

Cornelia ESSNER, Berlin

Christian EGGERS, Unerwünschte Ausländer. Juden aus Deutschland und Mitteleuropa in französischen Internierungslagern 1940–1942, Berlin (Metropol) 2002, 566 p. (Dokumente – Texte – Materialien, 42).

Version remaniée d'une thèse intitulée »Dans l'antichambre d'Auschwitz«, soutenue en janvier 1993 à l'Université libre de Berlin, l'ouvrage de Christian Eggers présente une triple originalité. Il émane d'un universitaire allemand devenu maître de conférence d'histoire et civilisation allemande à l'Université de Grenoble 3 après des études commencées à Berlin et poursuivies à Aix en Provence. D'où, deuxième originalité, une direction franco-allemande de la thèse où l'on retrouve l'influence du regretté Jacques Grandjonc, qui fut l'un des spécialistes de l'immigration du III<sup>e</sup> Reich en France. Troisième originalité, peu engagée jusqu'à présent: celle, d'une synthèse franco-allemande, encore timide compte tenu de son caractère délicat. Thème central de l'ouvrage: le traitement des étrangers en général, des juifs du III<sup>e</sup> Reich en particulier dans les camps d'internement français. Sujet dont le titre ne rend qu'imparfaitement compte puisque l'internement commence avant 1940 et inclut les réfugiés espagnols également évoqués, mais pas celui des tziganes.

Composé de quatre parties d'importance inégale, puisque le système des camps et l'étude des internés représentent presque les deux tiers du texte alors que la partie consacrée aux